

Y a-t-il de nouveaux mouvements militants ?

Table ronde avec
JANINE BARBOT,
ÉRIC DOIDY,
GILDA RENOU,
JOHANNA SIMÉANT
 et
JOAN STAVO-DEBAUGE*

Une série de mouvements militants ont marqué la scène politique et syndicale au cours des dernières années, en marge des organisations traditionnelles : Act Up, DAL, mouvements des sans-papiers, mouvements de chômeurs, SUD... Souvent, ces mouvements ont été associés sous l'appellation de « nouveaux mouvements », en particulier dans les médias et chez certains acteurs politiques. Cependant, cette globalisation fait-elle sens ? S'agit-il de mouvements qui sont concomitants, mais par ailleurs disparates, ou certaines logiques s'y retrouvent-elles de façon transversale ? Quelles sont ces logiques potentielles ? Le phénomène « nouveaux mouvements militants » existe-t-il ? Pour commencer de répondre à ces questions, il nous a semblé intéressant de confronter de jeunes chercheurs ayant travaillé sur ces objets.

● Des histoires différentes

Mouvements : En quoi réside la spécificité et la nouveauté des mouvements que vous avez étudiés ?

Janine Barbot : La spécificité d'Act Up doit d'abord être resituée dans le domaine d'intervention qui lui est propre : la santé. Dans ce domaine, Act Up partage des traits nouveaux avec d'autres associations de lutte contre le sida. Au début du siècle, le modèle prédominant était celui des ligues et des associations caritatives, composées de femmes du monde, de personnalités médicales et politiques ; elles collectaient des fonds pour lutter contre des maladies considérées comme fléaux sociaux (tuberculose, syphilis). Au tournant des années cinquante, ce modèle a subi une inflexion notable, avec l'essor des maladies chroniques et l'apparition d'associations qui, bien que largement composées de malades, sont restées longtemps encadrées par les spécialistes attirés des pathologies concernées (diabète ou hémophilie). Avec le sida, on a assisté à une forte mobilisation des personnes atteintes, revendiquant notamment une plus grande autonomie vis-à-vis des spécialistes. La spécificité d'Act Up peut ensuite être appréciée, par rapport à son positionnement dans la sphère politique. Act Up se distingue ici des autres associations de lutte contre le sida. Elle

n'organise pas de services d'aides directes aux malades, mais réalise essentiellement des actions de lobbying auprès des pouvoirs publics et des industries pharmaceutiques. Act Up considère que les médias constituent une arène cruciale de la lutte contre le sida : à la fois lieu de constitution et d'existence des groupes de pression et lieu privilégié de diffusion d'informations sur l'épidémie. Créée à l'initiative de trois journalistes, elle développe une véritable théorie de l'instrumentalisation des médias : il s'agit de se servir de la tendance au sensationnalisme de la presse en créant des événements « clefs en main » pour les journalistes. Act Up se livre essentiellement à des actes de dénonciation publique de personnalités jugées responsables de l'expansion de l'épidémie et du mauvais traitement des malades. La spécificité de cette association est de partir d'une lecture du sida basée sur une théorie du pouvoir et de la domination : pour Act Up, le sida n'a pas frappé au hasard mais touché des populations socialement marginalisées (homosexuels, toxicomanes, minorités ethniques, etc.). Créée en 1989, elle a développé des critiques des formes de militantismes existants : critique de l'institutionnalisation des associations de lutte contre le sida et de leur difficulté à agir à une échelle proprement politique ; critique de l'incapacité des partis politiques à s'engager dans la lutte contre l'épidémie et plus spécifiquement de la trahison des partis de gauche ; critique de l'inadaptation du « gauchisme groupusculaire », dont la clandestinité et les conceptions de l'action ne répondent pas aux impératifs d'urgence et de visibilité de l'association. Il est frappant de noter que les premières analyses sociologiques sur la mobilisation associative ont plutôt malmené Act Up et fait l'éloge d'autres associations telles que Aides. Ces analyses ont opposé défense d'intérêts catégoriels et intérêt général, émotion et rationalité, etc. C'est probablement l'essor, au tournant des années quatre-vingt-dix, de mouvements militants comme le DAL ou AC !, qui a suscité une nouvelle lecture des formes d'engagement de l'association dans l'espace public. Act Up exerce actuellement une certaine attraction pour les sciences politiques et les nouvelles revues qui s'intéressent à l'engagement militant.

Gilda Renou : Pour comprendre la genèse de SUD-PTT, qui se considère comme un nouveau mouvement militant, il faut remonter à la fin des années quatre-vingt. Avec le gouvernement Rocard apparaît l'enjeu des privatisations de certains services publics, qui sont en France les bastions des syndicats. Ceux-ci, qui subissent depuis dix ans l'effritement de leurs bases, sont en ébullition. La CFDT, par la proximité de ses dirigeants avec les équipes ministérielles, voit très vite ses tensions s'exacerber. À la suite d'un gros conflit, des responsables de la CFDT-PTT Ile-de-France, qui soutenaient le mouvement contre l'avis de la direction nationale, sont exclus lors du congrès de Strasbourg en 1988. Ils sont alors quelques centaines, à Paris et en province, à vouloir jeter les bases d'un syndicalisme alternatif au sein des PTT. Ils ont à peu près le même âge, ils sont entrés dans les PTT un peu avant la grève de 1974, un conflit très dur qui a socialisé politiquement toute une génération de syndicalistes. Ils ont également fait partie de divers mouvements d'extrême-gauche. Il faut savoir que les PTT

JOAN STAVO-DEBAUGE (École des hautes études en sciences sociales) a étudié le mouvement des chômeurs à Lyon. La table ronde a été animée par Hugues JAILLON et Yves SINTOMER.

* Janine BARBOT (Centre de recherche médecine, sciences, santé et société, Paris) travaille sur Act Up ; Éric DOIDY (École des hautes études en sciences sociales) a analysé DAL et les mouvements d'opposition au tunnel du Somport ; Gilda RENOU (Centre de recherches administratives et politiques, Rennes) a étudié SUD PTT ; Johanna SIMÉANT (Université de la Rochelle) a publié *La cause des sans-papiers* aux Presses de Sciences-Po (Paris 1998) ;

sont une administration qui facilite la socialisation politique de ses agents dans la mesure où leur carrière commence à Paris, par cinq ans à Montparnasse qu'à Saint-Lazare...

SUD-PTT représente la principale opposition à la loi Quilès de juillet 1990, qui transforme les PTT en deux établissements publics industriels et commerciaux, La Poste et France Télécom. Cette période 1990-92 a été le contexte de luttes très dures entre les dirigeants des entreprises et les opposants à la réforme, et entre les syndicats opposés, neutres et favorables à celle-ci. Cela a paradoxalement été un terrain de développement privilégié pour SUD-PTT : dans un environnement hostile, ses militants – pourtant issus d'horizons très variés – sont contraints à la cohésion et à un fort engagement militant. La structure organisationnelle très décentralisée, adoptée pour des raisons avant tout idéologiques (le refus catégorique du modèle confédéral, vu comme trop hiérarchique), permet une grande rapidité d'action des syndicats départementaux et l'attachement des adhérents à un collectif proche. Un nouvel essor est pris lors du mouvement de novembre-décembre 1995. Des groupes intéressés par cette expérience reprennent et développent l'étiquette sans aucun contrôle (il n'y a aucun monopole d'attribution du label). Le dernier épisode est l'institutionnalisation en janvier 1998 du Groupe des dix, nébuleuse de syndicats qui regroupe à la fois les fédérations de syndicats puisant notamment dans la tradition anarcho-syndicaliste que sont les SUD et des mouvements syndicaux beaucoup plus anciens et catégoriels, comme le Syndicat national unifié des impôts. Ces différences posent énormément de problèmes, et les modalités de fonctionnement restent à définir, tout comme la finalité du Groupe : est-ce uniquement la défense du service public ou autre chose, comme la lutte contre le libéralisme économique ?

La capacité de contre-expertise du syndicat, souvent mise en avant dans la presse, est avant tout un impératif de contexte. Les équipes de SUD-PTT avaient des ressources et une visibilité tellement faibles, était tellement exclues des lieux de négociation et d'information, qu'elles ont dû se plonger dans les textes officiels pour comprendre les arcanes de la réforme, travail qui s'avère payant à terme. Aujourd'hui, SUD-PTT dispose d'une compétence juridique et technique reconnue par les entreprises et par les salariés. Ceci est d'ailleurs mal considéré par beaucoup de syndicalistes : on n'utilise pas les armes des oppresseurs. Il y a quelque chose qui n'est pas toujours très bien compris, notamment par les salariés les plus anciens qui ont connu un mouvement ouvrier plus conquérant.

Johanna Siméant : Ce recours à l'expertise faute de mieux, comme impératif de contexte plutôt que comme but en soi, s'observe aussi chez les sans-papiers. Cela est particulièrement net dans le registre du cas par cas, qui marque l'effondrement du collectif : tu te retrouves avec soixante dossiers de sans-papiers à gérer et, à la fin, tu es content si tu en as sauvé dix. Des militants protestataires se retrouvent à devoir gérer des dossiers, à se former sur le tas à la législation — pour un résultat qui est finalement peu productif : même si les défenseurs des immigrés gagnent très souvent en tribunal administratif pour vice de forme — voire sur le fond —, la mobi-

lisation est cassée : belle affaire si on gagne quand les gens ont déjà été expulsés. L'expertise est donc une ressource qui est vécue comme très faible, même si elle peut être présentée publiquement comme un nouveau type de militantisme expert.

Les mouvements de sans-papiers commencent en 1972, au moment où se pose la question de la fermeture des frontières et de la limitation de l'immigration irrégulière, notamment avec les circulaires Marcelin Fontanet. On assiste alors à une vague immense de mouvements de sans-papiers en 1972-1973, avec plusieurs centaines de personnes en grève de la faim sur un an et des régularisations dans la foulée ; puis, tout au long des années soixante-dix, à des mouvements de sans-papiers pakistanais, mauriciens et à celui des Turcs du Sentier en 1980. Il y a ensuite le mouvement des demandeurs d'asiles déboutés de 1991-92, près de mille-cinq-cents personnes en grève de la faim sur un an. Et puis Saint-Bernard, qui marque quelque chose d'assez nouveau : on voit les gauches radicales, humanitaires ou catholiques embrayer sur la gauche grand public. Tout est réuni pour que ça marche : un gouvernement de droite, le FN à Vitrolles en 1997, les certificats d'hébergement avec leur connotation vichyste (et dont on oublie qu'ils ont à l'origine été créés par Pierre Mauroy)... On arrive aussi à trouver des thématiques moins radicales. D'une part celle de l'effet pervers : les gouvernements successifs disent tous : la législation produit de l'irrégulier donc il faut régulariser, mais c'est la dernière fois – alors que ça arrive tous les cinq à dix ans. D'autre part celle de l'humanitaire, qui est un registre totalement contraint par le contexte politique et social.

Joan Stavo-Debaugé : Pour ce qui est du mouvement des chômeurs, deux éléments sont importants. Tout d'abord, une attente forte de l'irruption, de la montée en politique d'un groupe qui n'existe au départ qu'à travers de catégories administratives ; soit trois ou quatre millions de personnes que beaucoup de critiques sociaux, de journalistes, de militants voyaient comme une « puissance dormante ». Cela est bien exprimé par la catégorisation de la mobilisation de l'an dernier comme « mouvement des chômeurs » (et non par exemple mouvement de lutte contre le chômage). D'autre part, à la différence des années quatre-vingt, marquées par la rhétorique de l'« exclusion » qui permettait un engagement personnel mais d'une manière totalement dépolitisée, sur le registre de l'humanitaire, on voit apparaître un mouvement qui politise en désignant des responsables : les patrons et le néolibéralisme, l'État délaissant sa politique assurantielle

À la différence des années quatre-vingt, marquées par la rhétorique de l'« exclusion » qui permettait un engagement personnel mais d'une manière totalement dépolitisée, sur le registre de l'humanitaire, on voit apparaître un mouvement qui politise en désignant des responsables.

Dans les années soixante-dix, les mouvements autour du logement s'organisent autour de la question du squat. DAL s'inscrit à l'encontre du radicalisme des squatters : le droit à squatter, c'est le droit à ne pas payer de loyer.

et sa mission de service public. Autre nouveauté, à travers notamment l'implication massive des syndicalistes, on applique un traitement syndical à quelque chose qui était d'habitude saisi en termes de misère, de souffrance personnelle. Les chômeurs étaient un groupe en attente de représentation, il pose maintenant par exemple la question de sa place dans la gestion des ASSEDIC. Il est en même temps difficile de positiver la catégorie de chômeur, car il n'est pas évident de parler dans l'espace public en cette qualité. Pourtant, et c'est un point commun avec Act Up, le mouvement s'appuie sur une légitimité spécifique pour intervenir dans l'espace public, fondée sur un « pâtir » personnel – une légitimité profondément inscrite dans le corps, biogra-

phique, composant avec des formes plus classiques comme le syndicalisme, ce qui ne se fait pas sans tension.

Éric Doidy : Le cas des mal-logés présente des similitudes mais les revendications autour du logement ont une histoire que les dirigeants du DAL font remonter (peut-être pas de façon arbitraire) jusqu'à la Commune. Dans les années soixante-dix, les mouvements autour du logement s'organisent autour de la question du squat, avec une forte présence des mouvements autonomes d'extrême-gauche qui privilégient les méthodes paramilitaires d'occupation. DAL s'inscrit à l'encontre du radicalisme des squatters : le droit à squatter, c'est le droit à ne pas payer de loyer. Toute l'histoire de DAL a été de faire valoir le point de vue des familles de mal-logés contre les tendances prônées par les militants les plus libertaires. Les mal-logés ne se battent pas pour faire la révolution, pour changer la société, ils se battent pour vivre normalement. La création de DAL, après l'éclatement du Comité des mal-logés, correspond au souhait de se rapprocher de la logique de traitement des dossiers. DAL trouve aussi des racines dans la mobilisation des occupants rénovateurs au début des années quatre-vingt, qui se désintéressaient de toute problématique sociale. Leur action était centrée sur la défense de la vie de quartier, la rénovation du cadre de vie – c'est de là que vient J.B. Eyraud, le dirigeant de DAL. En janvier 1998, l'occupation un immeuble rue des Vignoles, à la suite d'incendies et de familles expropriées, marque une rupture avec cette seconde filiation, du fait de l'irruption de la question sociale et de celle des mal-logés.

M : Il semble donc manifeste que ces différents mouvements s'inscrivent dans des histoires très hétérogènes. Ce qui est intéressant, c'est qu'ils vont apparaître aux yeux de beaucoup comme faisant partie d'un ensemble, et qui plus est d'un ensemble nouveau. Comment l'expliquer ? Il y a sans doute un double effet de contexte et de mutations structurelles de la

société : la montée en puissance des politiques de dérégulation, du chômage, la précarisation du salariat apparaissent comme problématiques aux yeux d'une majorité de la population, ne serait-ce que sous la forme médiatique de la « fracture sociale ». La vague idéologique libérale des années quatre-vingt est remise en cause. En même temps, les partis et organisations de gauche traditionnels sont assez décrédibilisés, de même que les alternatives globales de société. Jusqu'à un certain point, ces différents mouvements autonomes par rapport aux organisations institutionnelles et qui peuvent sembler incarner un renouveau de l'action, à la fois pragmatique quant à leurs objectifs déclarés et radical quant à leurs méthodes. À vous écouter et en extrapolant un peu, deux terrains de recoupement apparaissent. Le premier résiderait dans les formes d'organisation assez flexibles et des modes de mobilisation qui laissent dans une large mesure l'initiative à la base et permettent aux acteurs une délégation retenue par rapport aux dirigeants politiques, aux experts, à l'État-providence... Le second, thématique, tient à une certaine articulation de ce que l'on pourrait appeler l'humanitaire et le politique. Non sous la forme d'une politisation de ce qui était humanitaire dans les années quatre-vingt : les actions de DAL ou des sans-papiers n'entrent pas dans ce schéma ; mais peut-être dans une certaine manière de croiser la souffrance et l'expérience individuelle avec des enjeux collectifs et politiques, ne serait-ce que sous la forme de la revendication de « droits ».

Très souvent, ces mouvements sont présentés comme originaux car refusant une trop grande hiérarchie, une organisation trop formalisée, développant des formes de participation de la base comme l'assemblée générale... Jusqu'à quel point cela correspond-il à la réalité ?

● **Les formes d'organisation : choix ou contrainte ?**

J.S. : Il y a quelques années, le mouvement des infirmières avait montré comment la forme de la coordination était un choix à la fois organisationnel et identitaire – on ne peut pas distinguer la part du stratégique et la mise en scène du groupe.

E.D. : Ses militants ne louent pas DAL pour sa transparence et son absence de hiérarchie ! Le mouvement associe au maximum les mal-logés à la prise de décision (particulièrement au cours des occupations) mais son registre d'action est orienté vers une très forte exigence d'efficacité. D'où un fonctionnement « hiérarchique » et « opaque » pour certains, notamment lors des phases de préparation des « coups ».

Au DAL, contrairement à SUD, les associations composant la Fédération doivent adhérer à une charte pour pouvoir s'appeler DAL (six ou sept pages qui définissent les modes d'action, ce qui est important et ce qui ne l'est pas...). DAL combine plusieurs niveaux, de la charte à l'engagement dans la proximité – chaque militant, quel que soit son statut dans la hiérarchie, compose entre ces deux registres.

G.R. : Dans le cas de SUD, il y a une volonté très nette d'assouplissement du fonctionnement des appareils syndicaux. Les syndicats départementaux sont libres de mener la politique qu'ils souhaitent. Les réunions sont des

lieux de discussions informelles où les décisions n'apparaissent pas clairement. Les adhérents viennent pour parler, pour exprimer leurs expériences de travail, pas nécessairement pour donner un mandat à des représentants. Et lorsque l'on appelle la fédération SUD-PTT, on tombe une fois sur dix sur la secrétaire générale, chose complètement inouïe pour les organisations classiques.

J.S. : Il y a bien une grande informalité, mais je dirais de façon pessimiste que c'est faute de mieux : les associations de soutien aux travailleurs immigrés, par exemple, sont souvent fondées sur la mobilisation de trois ou quatre personnes, donc c'est lâche au niveau de la coordination.

J.S.-D. : Je suis plus optimiste, je parlerai plus de «choix», même si le fait de caler l'action sur une exigence démocratique et égalitaire forte engendre elle-même des contraintes. Dans ce que j'ai pu observer, les militants prennent au sérieux l'exigeante «phase égalitaire» (Rancière), quitte à grever l'ef-

ficacité de l'action. Mais ce mouvement est en train de se constituer, de se décanter, il n'a pas le degré de formalisation, l'apprentissage et les habitudes qui peuvent exister ailleurs.

M : *L'inscription dans la durée, la montée en puissance lorsque l'on passe d'un petit SUD au Groupe des Dix, n'induisent-elles pas des tendances à plus de formalisation ?*

G.R. : Le principal enjeu actuel de SUD-PTT est la transparence des décisions, faisant suite à une taille critique de dix-mille adhérents. Contraints et forcés, ils vont être obligés de modifier leur fonctionnement...

J.S. : Sans parler du problème de la salarisation des personnes travaillant dans les associations. On arrive souvent au raison-

nement suivant : «Puisque l'on est en charge de dossiers, est-ce que l'on ne pourrait pas être payé par l'État pour le faire ?»

J.B. : Contrairement à d'autres associations de lutte contre le sida qui ont organisé des services d'aides aux malades, Act Up n'a pas engagé de processus d'institutionnalisation et de salariat. Elle n'a pas eu à répondre à une éventuelle contrainte structurelle liée à l'accroissement du nombre de ses militants actifs : après être passée d'une dizaine à plus de deux cents militants, la tendance s'est inversée avec l'arrivée de traitements plus efficaces et la relative banalisation du sida. C'est par choix politique qu'Act Up a repoussé le salariat et l'adoption d'une structure hiérarchisée. Elle a longtemps refusé tout financement des pouvoirs publics ou de l'industrie pharmaceutique, qu'elle jugeait incompatibles avec le maintien de son autonomie critique – développant abondamment les thèmes de la lutte contre la compromission et du sacrifice de ses militants. Les initiateurs de l'association, homosexuels et séropositifs, étaient par ailleurs des «primo-militants» dont l'inspiration n'a pas été française mais américaine. Ils ont littéralement

Contrairement à d'autres associations de lutte contre le sida qui ont organisé des services d'aides aux malades, Act Up n'a pas engagé de processus d'institutionnalisation et de salariat.

importé le modèle d'Act Up New York : calquant ses modes d'actions publiques, ses slogans (« Silence = Mort », « Action = Vie ») et ses principes de fonctionnement (une assemblée hebdomadaire décisionnelle, des commissions spécialisées). Un peu comme SUD, Act Up Paris a essayé sur le territoire français sur la base d'une proximité ressentie par de nouveaux groupes, sans jamais constituer un réseau très structuré.

● Coordination et politisation des mouvements

M : *Nombre d'acteurs traditionnels ont mis en doute la spontanéité et l'unité des mouvements en dénonçant la manipulation de militants politiques minoritaires, notamment d'extrême-gauche. Quel a été le rôle exact de ces militants, et dans quelle mesure ont-ils contribué à donner l'impression que ces mouvements faisaient partie d'un même phénomène ? Au-delà, qui portait la politisation du mouvement ?*

E.D. : Les liens entre ces mouvements par ailleurs très divers peuvent être de deux formes : celle de la collaboration entre associations autour d'actions précises, et celle qui passe par les liens personnels de gens qui appartiennent à tout un tas d'organisations. Mais ne perdons pas non plus de vue l'importance des débats internes sur la signature de textes communs ou d'actions communes. Surtout au DAL, où l'on est très attentif et réfractaire à toute montée dans le champ de la politique.

J.S. : Il y a des logiques d'avant-gardisme parallèles, et l'on peut à la fois manifester avec le DAL et d'autres mouvements. Cependant, toutes ces associations sont enracinées dans du proche ou dans des arrangements singuliers entre « malheureux » et prise de parole : dès qu'elles essaient de trop généraliser, de s'éloigner des sans-papiers ou des mal-logés en particulier, elles sont menacées parce qu'elles ne s'appuient plus sur la radicalité concrète d'une souffrance ici et maintenant. Dans ces prises de parole, on a une articulation assez particulière entre des gens qui souffrent, des gens qui parlent, des gens qui sont experts, les frontières ne sont pas très nettes : on peut avoir des séropositifs virtuels, les leaders des mouvements de sans-papiers sont parfois des gens à la limite de l'expulsion mais qui ont des papiers, etc. Il y a aussi des effets de socialisation propres à l'action collective qui font que des sans-papiers entrés dans une grève de la faim sur des motifs très individualistes vont se retrouver plus tard dans d'autres mouvements. On voit bien ça aussi avec DAL.

Au-delà, il faut se demander quelle est la part de mise en scène dans un registre officiellement associatif et dépolitisé. Prenez SOS Racisme¹. Une équipe tout à fait politisée comprend comment, dans un contexte marqué par la chute de toute la socialisation politique de gauche, le type de discours à tenir publiquement pour être repris par la télévision doit jouer sur les registres neutralisés en matière de politique, être proche du travail de terrain, des personnes concrètement souffrantes – même si, et cela ne se limite pas à SOS Racisme, les gens qui élaborent théoriquement et ceux qui s'occupent sur le terrain des personnes concrètement souffrantes ne sont pas tout à fait les mêmes.

Cela dit, il faut prendre garde à la caricature. Oui, certaines catégories de

1. Cf. Philippe JUHEM, *Histoire d'une mobilisation « apolitique » : Contribution à une analyse des transformations des représentations après 1981*, thèse de doctorat de science politique, Université Paris X-Nanterre, 1998.

militants ont un capital politique plus important, et ce sont elles qui vont plutôt avoir des stratégies d'union entre les mouvements. Mais ce n'est pas parce qu'il y a apport de savoir-faire qu'il y a manipulation : après tout, la plupart des groupes d'intérêt institutionnalisés ont des attachés de presse, eh bien, d'une certaine façon, les attachés de presse de certains mouvements sociaux sont des militants de la LCR... Et puis, qui manipule qui ? Pour les sans-papiers, la grève de la faim permet de faire bouger les soutiens, elle représente un mode d'activation de militants parfois un peu tièdes, qui essaient d'initier d'autres registres de mobilisation.

G.R. : Des personnalités comme Christophe Aguiton sont des symboles de représentation d'une unité de ces nouveaux mouvements militants qui existe en fait rarement, car ceux-ci sont basés sur des engagements qui ont la particularité de se fonder sur ce qu'il y a de moins général, la souffrance personnelle. Dans le monde syndical, on est confronté au même problème : lorsque SUD soutient les sans-papiers ou les chômeurs, beaucoup de salariés des PTT disent « Occupez-vous d'abord de notre souffrance au travail, avant de faire le boulot pour d'autres. » De même, ceux qui sont soutenus sont parfois méfiants : les chômeurs ne voulaient pas de militants syndicaux à la tribune des AG, les lycéens étaient réticents à une aide logistique d'origine syndicale... D'où la position inconfortable des permanents de SUD-PTT les plus impliqués dans « le mouvement social » et qui, pour cette raison, sont moins légitimés à parler au nom des salariés de leur entreprise. Légitimité professionnelle et légitimité interprofessionnelle et médiatique sont donc impossibles à cumuler à la longue. S'il y a des ressemblances de familles entre ces mouvements, c'est sans doute du fait que ce sont des formes de politisation qui, parce qu'elles se veulent pragmatiques, proches de la souffrance, des gens et des dossiers, sont nécessairement méfiantes envers les organisations politiques. Tous ces mouvements participent du désenchantement de l'organisation, typique de l'engagement politique contemporain et de la méfiance envers la délégation en général. Dans le cas du syndicalisme, c'est très net, on ne fait plus confiance aux mandats politiques, on pense que la meilleure manière de peser politiquement c'est de ne pas entrer dans le jeu politique institué, et donc de ne jouer que sur le rapport de force avec les acteurs institutionnels.

J.S.-D. : Ce ne sont pas forcément les gens qui ont le plus d'attaches à des collectifs militants qui sont pour l'idée d'élargissement, on ne peut pas toujours rabattre les engagements qui soutiennent une volonté de généralisation sur des statuts sociaux. De plus, il y a souvent dans ces mouvements une peur assez forte de la dépossession qui fait que certains acteurs sont très réticents à faire des détours en se connectant à des collectifs institués.

E.D. : On peut aussi relever les cas, dans des assemblées générales, où l'on s'attendrait à ce que les syndicalistes entraînés à parler monopolisent la parole, où ces acteurs, au contraire, se « gendarent ».

J.S.-D. : Parler d'inter-pro, c'est prendre appui sur une vision syndicale classique qui envisage l'élargissement de la lutte par la liaison d'un ensemble de collectifs (corporatifs, syndicaux, etc.). Or, dans le mouvement des chômeurs, il y avait aussi une demande d'élargissement très forte

qui s'adressait aux personnes en tant que citoyens en recourant au registre de la solidarité civique. À cet égard, les lieux occupés étaient aussi traités comme des bases de mobilisation accessibles permettant à des personnes non affiliées à des collectifs militants de s'engager selon des modalités diverses.

J.B. : La lecture que fait Act Up de l'expansion de l'épidémie du sida en tant que reflet des rapports de domination l'a conduite à s'associer à plusieurs collectifs orientés vers la défense des populations marginalisées, voire à en impulser. Dans cette lecture du sida, le virus est à la fois une entité biologique et un constructeur de liens sociaux et politiques entre des causes et des populations d'apparence hétérogènes. Cette vision intégrative, lorsqu'elle conduit à un fort engagement de l'association dans d'autres collectifs, ne va pas sans générer des tensions au sein du groupe entre les tenants d'une construction transversale et générale des causes et ceux d'un recentrage des énergies disponibles dans l'association et autour du croisement spécifique entre condition de malades et identités stigmatisées, principalement homosexuelle — base initiale du recrutement d'Act Up. Cependant, ces tendances ne peuvent être réduites à une opposition simple entre malades et non malades ou entre homosexuels et hétérosexuels, ou encore entre « primo-militants » et militants chevronnés.

● Quelle solidarité ?

M. : Dans les discours et les formes d'apparition de ces mouvements, dans la façon dont ils sont reçus, qu'est-ce qui permet de dépasser la défense d'une cause ou d'un groupe particulier et de la faire reconnaître par d'autres ? Les droits, la solidarité, la compassion ? Y a-t-il quelque chose de nouveau qui se joue à ce propos ?

G.R. : La montée en généralité par rapport aux problèmes particuliers a lieu partout, ce qui se passe dans les bureaux de poste a autant d'importance que ce qui est montré par les médias, dans la mesure où ce qui est visé, c'est l'efficacité pragmatique dans la lutte, un respect de la dignité humaine dans n'importe quelle situation... C'est sur ce registre minimal que la politisation semble s'opérer aujourd'hui. Si les SUD se développent, c'est aussi parce que ces syndicats paraissent plus proches de la souffrance, font de la politique en parlant de la détresse du facteur ou du cheminot qui ne croit plus au sens de son travail. C'est un paradoxe que j'aimerais approfondir, parce que s'il y a nouveauté, elle est là.

J.S.-D. : Ce qui peut être nouveau, c'est que la montée en généralité est équipée par le registre du droit et par la figure de l'individu. Avec l'appel aux droits (droit au travail, à un logement, à un revenu, etc.), à la

Si les SUD se développent, c'est aussi parce que ces syndicats paraissent plus proches de la souffrance, font de la politique en parlant de la détresse du facteur ou du cheminot qui ne croit plus au sens de son travail.

Constitution (qui est souvent convoquée), les militants activent un fort potentiel de généralisation et de déparcialisation des luttes et des revendications. Cependant, avec un tel équipement, les gens sont saisis en tant qu'individus plutôt qu'en tant que membres de collectifs ou de classes. Il s'agit peut-être d'une différence au regard du mode d'action politique antérieur : il y a action collective, mais elle s'appuie sur des configurations qui renvoient à l'individu, avec l'idée de dignité personnelle, de singularité du malade...

G.R. : Les droits prennent effectivement une place nouvelle, jusque dans les noms des mouvements.

E.D. : Avec DAL, la figure juridique de l'individu porteur de droits est très forte, mais aussi d'autres figures susceptibles d'élargissements inégaux : la famille, l'habitat...

J.S. : Il y a une hétérogénéité idéologique extraordinaire au sein d'un mou-

vement comme celui des sans-papiers... Un point d'appui essentiel est cependant qu'il y a des « malheureux », et il se retrouve dans d'autres mouvements. C'est notamment ce qui permet l'articulation entre les chrétiens de gauche et une gauche radicale avant-gardiste. Mais le recours à la grève de la faim est très contraint par l'univers des possibles ouvert aux sans-papiers : lorsque l'on est sans-papiers, on ne peut manifester que quand le mouvement a déjà commencé, jamais en début de mouvement, sinon on est arrêté. Ce registre fonctionne en redoublant charnellement, en rendant concrète la misère des sans-papiers. Ils souffrent physiquement, mais ils souffrent d'autre chose.

G.R. : Il ne faut pas chercher un substrat

idéologique commun à ces différents mouvements. Au contraire, l'aspect commun réside plutôt dans la construction d'une pluralité de collectifs pertinents selon les contextes : le métier, la classe, le service public, le salariat, l'anti-libéralisme, l'humanité...

J.B. : Un point commun à ces mobilisations est certainement d'avoir mis en avant, en agissant publiquement en tant que personnes directement affectées par le chômage, la maladie, etc., des conditions ou des identités que la société avait tendance, selon elles, à considérer comme non revendicables. Par cette exposition dans les médias, Act Up entend notamment mettre fin à l'asymétrie entre le public et les victimes de l'épidémie, marquée par l'inaction et le silence des unes, et la compassion et la pitié des autres. L'apparition sur la scène publique doit permettre un changement d'état des personnes concernées – d'inactives à actives – entraînant un changement de leur rapport au public – d'objets de compassion à sujets de revendications. Pour Act Up, ce changement d'état ne peut se faire que par le basculement des malades « eux-mêmes » dans l'espace public, et il est

Par cette exposition dans les médias, Act Up entend notamment mettre fin à l'asymétrie entre le public et les victimes de l'épidémie, marquée par l'inaction et le silence des unes, et la compassion et la pitié des autres.

impossible de le déléguer à des « représentants » adoptant une position distanciée. L'objectif n'est pas tant de s'adjoindre la sympathie du public que de l'obtenir pour de « bonnes raisons », c'est-à-dire pour des raisons « politiques ». Sur la base d'une théorie des rapports de force et de la domination construite sur des macro-logiques d'acteurs – les firmes pharmaceutiques et leur recherche inconditionnelle du profit, les décideurs et leur irresponsabilité, l'Église et son puritanisme oppressif –, Act Up substitue à une dénonciation « en bloc » du capitalisme, jugée non opérationnelle et désuète, une forme d'intervention critique constituée par l'accumulation d'actes « circonstanciés » de dénonciation à destination des médias : accusation du directeur d'un hôpital où les malades du sida sont accueillis dans des conditions déplorables, dénonciation d'une firme qui tarde à mettre gratuitement à disposition des malades des médicaments non encore commercialisés, etc. Une spécificité de l'association est aussi de recourir dans ses actions à des cibles « symboliques », caractéristique que l'on retrouve aussi au DAL.

J.S. : L'immigré, *a fortiori* l'irrégulier, a aussi des contraintes de profil bas. On n' imagine pas des sans-papiers aller devant une préfecture, secouer des grilles et avoir recours à des modes d'action violents. Sous la pression du FN, le stigmate de l'irrégulier a contaminé toute l'immigration. N'importe quel immigré est considéré comme un clandestin virtuel dans le national. L'identité sans-papiers ne peut être revendiquée de façon positive, ces personnes sont coincées dans une illégitimité vraiment monstrueuse. Dans les années soixante-dix, elle pouvait être contestée au nom du refus du capitalisme ; aujourd'hui, la seule façon de retourner le stigmate, c'est la grève de la faim et le registre misérabiliste.

J.S.-D. : La seule positivité qui puisse surgir de ces « catégories mal famées », c'est le militantisme, la citoyenneté, où les gens les plus écrasés sont porteurs de l'exemplarité.

M : Il y a aussi une négation du stigmate sur le thème : « non, l'immigré sans-papiers n'est pas ce délinquant potentiel, mais une personne comme les autres qui a le droit d'avoir un statut dans la société ».

J.S.-D. : Si, avec les sans-papiers, on a une altérité forte, le chômeur peut ne représenter qu'une altérité temporelle, voire temporaire, puisque l'on considère que « tout un chacun peut devenir chômeur ». Cela induit d'autres modalités d'être concerné et de s'engager. On peut intervenir dans l'espace public en instrumentant la menace du chômage, en montrant qu'elle plane sur tout le monde.

● Des mouvements nouveaux ?

M : Au total, peut-on parler de « nouveaux mouvements » ?

G.R. : Ce qui se passe aujourd'hui est lié à un contexte historique bien identifiable, caractérisé par le désenchantement de l'organisation, qui repose sur la crainte de la dépossession par le mandataire et sur le souci d'efficacité sectorielle à court terme. Les formes traditionnelles de participation politique via les partis sont largement déconsidérées, et des formes de politisation plus souples, plus proches, se réorganisent autour

*Il est difficile de faire
à une de TF1 avec
le mouvement des
chômeurs en dénonçant
explicitement le
capitalisme bourgeois...
Ce qui marche le moins
national, c'est le thème
de la prime de Noël et le
contraste entre l'opulence
des fêtes et le dénuement
des chômeurs.*

du modèle associatif. C'est un processus qui date d'une petite douzaine d'années.

J.S. : Je suis assez d'accord. Ce qu'il y a de plus frappant, ce sont les nouvelles contraintes qui se posent à des mouvements sociaux dont je ne sais pas s'ils sont nouveaux. Le champ des médias a été bouleversé, et la lourde contrainte d'un espace public médiatique pousse à des registres plus dépolitisés quant à ce qui peut-être dit publiquement.

E.D. : Sur la nouveauté, même réserve. Ces mouvements ont en commun de rendre leur dignité à des formes d'attachement (dans le cas du DAL, principalement celle de l'intime, de l'habiter) dont on oublie la valeur dans une optique civique traditionnelle. Ils prennent peut-être mieux que par le passé appui sur du «proche» en toute légitimité. Ils apparaissent en cela comme un contrepoids assez puissant contre des mises en politique illégitimes du proche – celles de l'extrême-droite.

J.S.-D. : Ces mouvements ont aussi en commun la dimension de l'urgence – ce qui déconsidère des appareils politiques qui supposent des détours, qui ont un horizon de temporalité souvent très éloigné, et au travers desquels il est difficile de voir le bout de ses actes. Ces mouvements permettent d'évaluer très rapidement les conséquences de l'action, de toucher du doigt ses effets, d'exhiber de l'égalité, de la solidarité, de se confronter à des formes d'altérité extrême comme dans le cas des chômeurs ou des SDF. Il y a une dimension vivante et incarnée de choses qui étaient auparavant mobilisées de façon rhétorique. Cela joue sur les formes d'organisation et sur les adresses au public, en jouant davantage sur le scandale ou la dénonciation. Il y a là un entre-deux entre l'humanitaire et la politisation qui monte tout de suite en généralité sans assurer ses ancrages dans le vécu. Certaines personnes vont alors travailler à une unification, une radicalisation, une politisation de l'ensemble en s'appuyant sur des concepts assez ordinaires – comme l'idée de précarisation.

J.S. : La dépolitisation induite par les médias fait par exemple que certaines revendications ne vont être entendues que parce qu'elles arrivent à se présenter sous une forme apparemment «dépolitisée», même dans le cas de soutiens ou d'investissements partisans. Mais si ce phénomène est possible, c'est parce que les mots d'ordre traditionnels de la gauche n'ont plus la même capacité de mobilisation que dans les années soixante-dix. Certains apparaissent comme des mots d'ordre illégitimes ou «datés». Au total, il est difficile de faire la une de TF1 avec le mouvement des chômeurs en dénonçant explicitement le capitalisme bourgeois... Ce qui

marche le moins mal, c'est le thème de la prime de Noël et le contraste entre l'opulence des fêtes et le dénuement des chômeurs.

J.B. : Il existe à la fois des liens objectifs et des traits communs entre la plupart des associations que nous étudions, même si toutes ne s'y retrouvent pas forcément : l'importance du recours aux médias, la critique des partis politiques, la méfiance vis-à-vis des formes institutionnalisées de délégation, le centrage de l'action sur un domaine précis. Ces traits généraux ont déjà été dégagés dans les analyses des désormais anciens «nouveaux mouvements sociaux» apparus dans les années soixante-dix (féminisme, écologisme, etc.). Certains traits ont pris des formes différentes, se sont déplacés ou radicalisés. Par exemple, la mise en avant de «l'urgence à agir» est effectivement une caractéristique importante de la plupart des associations dont nous avons parlé. Cela ne veut pas dire que l'urgence soit une donnée nouvelle, mais elle est ici en permanence construite et activée dans l'espace public par des militants qui souvent incarnent les personnes affectées «elles-mêmes», leurs souffrances immédiates, leurs exigences, leurs actions. Celles-ci sont liées, même si elles ne s'y réduisent pas, à la réalisation de besoins «vitaux». Une autre caractéristique assez partagée est de partir, plutôt que de «dossiers» (la pollution, l'écologie, la paix etc.), de types précis de situations de dénuement (sans papiers, sans travail, malades, etc.) – situations dont la lecture politique amène souvent à une logique de généralisation indépendamment de tout intérêt catégoriel. Je suis plus interrogative sur ce que seraient les nouvelles contraintes de «dépolitisation» inhérentes à un système médiatique, dont parle Johanna Siméant. C'est justement dans le cadre d'une politisation forte qu'Act Up entend mobiliser les médias. Il serait indispensable ici d'approfondir ce qu'on entend par politisation ou dépolitisation et la façon dont chacun des collectifs que nous étudions travaille ces catégories. ●